

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 05 SEPTEMBRE 2007**

**Présents :** MM. GALANT J., Bourgmestre, Président; CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins; PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E.; SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

-----

La Présidente donne connaissance du courrier du 13 août 2007 de Monsieur Jean-Pierre HALLOT, libellé comme suit : « *Je veux par la présente vous signifier mon désir de ne plus siéger en tant que conseiller du groupe socialiste de Jurbise. A partir de ce jour, en effet, je siégerai en tant que conseiller indépendant. Merci de tenir compte de ma demande à dater de ce jour* ».

En réponse, Madame SENECAUT, Chef de groupe PS, donne la position de son groupe par rapport au départ de Monsieur HALLOT : « *le conseiller Jean Pierre Hallot ayant décidé de siéger comme conseiller indépendant, le groupe PS se doit de vous informer que, dorénavant, ses paroles et actes n'engageront plus le groupe PS. Par ailleurs, le groupe PS souhaite que les postes occupés par l'intéressé soient redistribués aux trois autres élus PS. Ceci concerne les commissions du conseil communal ainsi que les représentations de la commune dans les instances supra communales* ».

La Présidente demande au Conseil Communal d'ajouter les points suivants à l'ordre du jour :

27 Bis : Fourniture de petit matériel pour le service de la voirie et des parcs publics – Procédure d'urgence – Ratification de la délibération du Collège du 05 juin 2007.

27 Ter : Egouttage des rues du Canard, Chat Sauvage, de la Minière et de l'Impasse des Garennes. Approbation du cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché, fixation du mode de passation de marché et des critères de sélection qualitative.

32 Bis : Démission de Monsieur Jean Claude DECAMPS : acceptation.

Le Conseil Communal accepte, à l'unanimité, l'ajout de ces points.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 26 JUIN 2007 - PARTIE PUBLIQUE**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 20 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 26 juin 2007 – partie publique.

-----

### **2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 AOUT 2007 – INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 01 août 2007, à savoir un solde débiteur de 2.420.827,33 €.

-----

**3. FINANCES – MARCHE DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5.500 HTVA –  
FOURNITURE DE MOBILIER SCOLAIRE POUR LES ECOLES –  
RATIFICATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le nombre d'inscriptions d'enfants pour la rentrée scolaire 2007-2008 dans les diverses écoles communales;

**Vu** l'augmentation de la population scolaire de ces dernières années;

**Attendu** qu'il est urgent d'acquérir un minimum de mobilier scolaire pour accueillir les enfants à la prochaine rentrée scolaire (septembre 2007);

**Attendu** que suite à des travaux de transformation dans les divers établissements scolaires, de nouvelles classes ont été créées;

**Attendu** qu'il y a lieu d'acquérir du mobilier scolaire pour équiper ces nouvelles classes;

**Considérant** que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 4.829 EUR HTVA;

**Vu** l'inscription budgétaire de 20.000 € à l'article 722/741-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2007 approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 30 janvier 2007;

**Attendu** que le Collège Communal, réuni en séance du 18 juin 2007 et du 24 juillet 2007, a désigné les sociétés Belisia et Alvan pour livrer le matériel après consultation de fournisseurs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1122-30 et L1222-3;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

**Vu** l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

**Vu** l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

**Vu** les prescriptions légales, en matière de marchés publics de fournitures et de services;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

De ratifier les décisions du Collège Communal des séances du 18 juin 2007 et du 24 juillet 2007 relatives à la fourniture de mobilier scolaire sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**ARTICLE 2.**

De donner copie de la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**MARCHE DE FOURNITURE DE MOBILIER SCOLAIRE**

OFFRE – DESCRIPTIF TECHNIQUE

**Commande de mobilier scolaire pour la nouvelle classe de l'école d'Erbisoeul.**

**Descriptif technique :**

**Poste 1** : Bancs à hauteur réglable.

Bancs pour 2 élèves fournis avec crochets et casiers en tôle riveté au bâti.

Le plateau est stratifié 2 faces avec les chants en hêtre massif inarrachables, les piétements sont soudés, finition époxy.

Hauteur réglable de 59 à 75 cm

Couleur piétement : turquoise

**Quantité : 10 pièces**

**Poste 2** : chaises

Chaises à 4 pieds comprenant des embouts synthétiques, le siège et le dossier sont encastrés et composés en multiplis de hêtre vernis naturel.

Diamètre du tube des piétements +/- 25 mm, revêtu époxy.

Hauteur : 45 cm

Couleur piétement : bleu

**Quantité : 20 pièces**

**Poste 3 : Tableau mural**

Pour écriture à la craie sur surface verte. Profilé en aluminium porte-cartes avec crochets coulissant en partie haute. Rainure en aluminium pour dépose des matériels d'écriture. Encadrement en aluminium.

Largeur : 200 cm

Hauteur : 100 cm

**Quantité : 1 pièce**

**Poste 4 : Armoires métalliques hautes.**

Armoires métalliques hautes à portes battantes. Livrées avec 2 clefs, 4 tablettes réglables en hauteur tous les 2 cm.

Hauteur : +/- 196 cm

Largeur : +/- 90 cm

Profondeur : +/- 43 cm

Couleur : gris clair

**Quantité : 2 pièces**

<p><b>Commande de mobilier scolaire Ecole communale d'Herchies.</b></p>
---

**Descriptif technique :**

**Poste 1 : Bancs à hauteur réglable.**

Banc 70 x 50 avec casier et rainure tablette encastrée sur toute la longueur.

Hauteur 70 cm

**Quantité : 8 pièces**

**Poste 2 : chaises**

Banc 70 x 50 avec casier et rainure tablette encastrée sur toute la longueur.

Hauteur 76 cm

**Quantité : 8 pièces**

**Poste 3 : Tableau mural**

Chaises 35cm/tube et 25 Ht. 42 cm

**Quantité : 8 pièce**

**Poste 4 :**

Chaises 35cm/ tube 25,4 Ht : 46 cm

**Quantité : 8 pièces**

-----

**4. FINANCES – COMPTE DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE DE L’EXERCICE 2006 DES SERVICE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE – APPROBATION**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte du CPAS de l’exercice 2006 se clôture aux montants suivants :

	<b>Service ordinaire</b>	<b>Service extraordinaire</b>
1. Droits constatés	3.540.272,51 €	395.350,37 €
Non-valeurs et irrécouvrables	0,00 €	0,00 €
Droits constatés nets	3.540.272,51 €	395.350,37 €
Engagements	3.539.802,74 €	200.985,71 €
Résultat budgétaire		
Positif	469,77 €	194.364,66 €
2. Engagements	3.539.802,74 €	200.985,71 €
Imputations comptables	3.539.802,74 €	195.056,71 €
Engagements à reporter	0,00 €	5.929,00 €
3. Droits constatés nets	3.540.272,51 €	395.350,37 €
Imputations	3.539.802,74 €	195.056,71 €
Résultat comptable		
Positif	469,77 €	200.293,66 €

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 15 voix pour et 6 abstentions, sur le Compte Communal de l'exercice 2006 des services ordinaire et extraordinaire.

-----

**5. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE DE L’EXERCICE 2007 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION**

Le service ordinaire :

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le présent amendement budgétaire n° 2 au service ordinaire du budget du CPAS 2007 est arrêté aux chiffres suivants :

	Recettes	Dépenses	Solde
	1	2	3
D'après le budget initial ou la précédente modification	4.682.854,37	4.682.854,37	0,00
Augmentation de crédit (+)	34.071,80	64.006,84	-29.935,04
Diminution de crédit (+)	-962,00	-30.897,04	29.935,04
Nouveau résultat	4.715.964,17	4.715.964,17	0,00

Le Conseil Communal, approuve par 15 voix pour et 6 abstentions, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2007 du service ordinaire.

Service extraordinaire :

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le présent amendement budgétaire n° 2 au service extraordinaire du budget communal 2006 est arrêté aux chiffres suivants :

	Recettes	Dépenses	Solde
	1	2	3
D'après le budget initial ou la précédente modification	997.500,00	997.500,00	0,00
Augmentation de crédit (+)	194.364,96	7.000,00	187.364,96
Diminution de crédit (+)	0,00	-7.000,00	7.000,00
Nouveau résultat	1.191.864,96	997.500,00	194.364,96

Le Conseil Communal, approuve par 15 voix pour et 6 abstentions, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2007 du service extraordinaire.

-----

**6. FINANCES – TARIFS POUR LA PRISE DE PHOTOS D'IDENTITE PAR LE SERVICE POPULATION – APPROBATION**

Monsieur MULLER s'interroge sur l'opportunité de réclamer un tarif pour la prise de photos d'identité et suggère la gratuité des photos.

La Présidente mentionne que proposer un système de gratuité va à l'encontre de l'intérêt commercial des photographes.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** les demandes de la population de pouvoir réaliser des photos d'identité à l'Administration Communale dans le cadre de la réalisation de leurs documents d'identité ou permis de conduire;

**Sur** proposition du Collège Communal;

**Après** en avoir délibéré,

#### **DECIDE par 19 voix pour et 2 abstentions :**

Article 1er : il est établi pour les exercices 2007 à 2012, un tarif pour la réalisation de photos par le Service Population, exclusivement pour les résidents de l'entité, dans le cadre de la réalisation de leurs documents d'identité et de leur permis de conduire.

Article 2 : le paiement est réalisé par la personne qui demande le document d'identité ou permis de conduire.

Article 3 : le tarif est fixé à 7,5 € pour 4 photos d'identité.

Article 4: le tarif est payable au moment de la demande.

Article 5 : le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision de l'autorité de Tutelle (Tutelle générale du Gouvernement Wallon).

Article 6 : de transmettre copie de la présente délibération au Gouvernement Wallon dans le cadre de la Tutelle générale et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

#### **7. FINANCES – DEMANDE DE SUBSIDES POUR LA RENOVATION/ TRANSFORMATION DU CHATEAU COMMUNAL DANS LE CADRE DU PLAN DE FINANCEMENT ALTERNATIF (DECRET DU 21/12/2006) – APPROBATION**

Monsieur EGELS présente le dossier.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que le Château communal affecté en bâtiment administratif est vétuste, non adapté à l'accueil pour les personnes à mobilité réduite et très peu économe en énergie;

**Vu** l'accent mis par les institutions fédérales et régionales sur l'importance de renforcer dans les communes les synergies entre communes et CPAS afin de dégager des économies d'échelle aux budgets ordinaires;

**Vu** l'accent mis par les institutions fédérales et régionales sur l'importance de disposer de bâtiments administratifs accessibles par tous et économes en énergies;

**Attendu** que le bâtiment administratif actuel, par son infrastructure, sa situation géographique, ses aménagements extérieurs, peut être adapté pour remplir la mission demandée par les différentes institutions fédérales et régionales à savoir un accueil pour les personnes à mobilité réduite, une économie d'échelle des frais ordinaires par une rationalisation des services, des économies d'énergie, etc.;

**Vu** le décret du 21 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du code de la Démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public;

**Vu** le décret du 22 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de compétence a été attribué par la Communauté française à la Région Wallonne;

**Vu** la Circulaire du 19 avril 2007 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique relative au financement alternatif de certaines infrastructures de type « bâtiments » dans le décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions accordées à certains investissements d'intérêt public;

**Attendu** que dans cette même Circulaire, il est demandé au Conseil Communal de fixer la priorité des dossiers de candidature introduits par la commune de Jurbise;

**Vu** la volonté de la Commune de Jurbise d'introduire un dossier de candidature pour la rénovation du Château communal auprès de la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Bâtiments et des Infrastructures Sportives, Direction des Bâtiments, rue Van Opre 95 à 5100 JAMBES visant à satisfaire les attentes légitimes des citoyens en matière de rationalisation des services, d'accessibilités et d'accueil tout en respectant le patrimoine local de la commune;

**Vu** la délibération du Conseil Communal prise en séance du 05 juin 2007, par laquelle le Conseil Communal approuve le principe de la réalisation d'un marché de service auprès d'un bureau d'architecture pour la réalisation de l'avant-projet et du dossier de demande de subsides;



**Revu** la délibération du Collège Communal prise en séance du 04 juillet 2007, par laquelle le Collège Communal désigne la société AAVO - Van Oost à Mouscron représentée par Monsieur Marc-André Rochet Architecte pour accomplir un avant-projet et l'exécution des documents de demande de subsides relatifs à la rénovation du Château Communal;

**Vu** la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

**Vu** l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

**Vu** l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : d'approuver l'appel à projets relatif au financement alternatif de certaines infrastructures de types « bâtiments », en l'occurrence la rénovation du Château Communal, dans le cadre du décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions accordées à certains investissements d'intérêt public.

**Article 2** : d'approuver le dossier de candidatures pour la rénovation du Château Communal ainsi que la sollicitation de la subvention.

**Article 3** : de s'engager à procéder à l'investissement de rénovation du Château Communal sous réserve de l'obtention d'une intervention régionale au seuil minimum 1.090.000,00 €.

**Article 4** : de s'engager à intégrer dans le projet toutes les mesures possibles en matière d'accessibilité, performances énergétiques et développement durable qu'il est possible d'intégrer dans la rénovation d'un tel édifice.

**Article 5** : de fixer l'année 2008 comme année d'imputation budgétaire.

**Article 6** : de prévoir les crédits budgétaires nécessaires lors de la confection du budget 2008.

**Article 7** : de fixer l'investissement susvisé comme 1<sup>ère</sup> priorité pour l'Administration Communale de Jurbise (la deuxième priorité étant la construction d'une Crèche Communale).

**Article 8** : de transmettre la présente délibération pour disposition à la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Bâtiments et des Infrastructures Sportives, Direction des Bâtiments, rue Van Opère 95 à 5100 JAMBES ainsi qu'à Messieurs le Président du C.P.A.S, le Secrétaire du C.P.A.S, le Receveur Communal pour disposition.

-----

**8. FINANCES – DEMANDE DE SUBSIDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE  
CRECHE A ERBISOEUL DANS LE CADRE DU PLAN DE FINANCEMENT  
ALTERNATIF (DECRET DU 21/12/2006) - APPROBATION**

Monsieur EGELS présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que la Commune de Jurbise doit quotidiennement faire face à un manque récurrent de places pour accueillir la petite enfance, ce qui oblige certains parents à suspendre ou réduire leurs activités professionnelles;

**Attendu** que la population de la Commune de Jurbise est en évolution croissante;

**Attendu** que l'évolution croissante de la population génère un manque de places dans nos structures d'accueil de la petite enfance;

**Vu** l'accent mis par les institutions fédérales et régionales sur l'importance de renforcer dans les communes les services d'accueil à l'enfance;

**Vu** le décret du 21 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du code de la Démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public;

**Vu** le décret du 22 décembre 2006 de la Région Wallonne modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de compétence a été attribué par la Communauté française à la Région Wallonne;

**Vu** la Circulaire du 19 avril 2007 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique relative au financement alternatif de certaines infrastructures de type « bâtiments » dans le décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions accordées à certains investissements d'intérêt public;

**Attendu** que dans cette même Circulaire, il est demandé au Conseil Communal de fixer la priorité des dossiers de candidature introduits par la commune de Jurbise;

**Vu** la volonté de la Commune de Jurbise d'introduire un dossier de candidature auprès de la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Bâtiments et des Infrastructures Sportives, Direction des Bâtiments, rue Van Opéré 95 à 5100 JAMBES visant à satisfaire les attentes légitimes des citoyens en matière de services d'accueil à la petite enfance, à savoir : l'accessibilité à tous, la conformité des bâtiments aux nouvelles normes, etc.;

**Vu** la Loi organique des CPAS du 08 juillet 1976 régissant les prescriptions de Tutelle des Administrations envers les CPAS;

**Vu** les rapports d'information du Secrétaire du Centre présentés les 28 novembre 2006 et 13 avril 2007 en comité de Concertation Commune/CPAS;

**Vu** la délibération du Conseil Communal prise en séance du 05 juin 2007, par laquelle le Conseil Communal approuve le principe de la réalisation d'un marché de service auprès d'un bureau d'architecture pour la réalisation de l'avant-projet et du dossier de demande de subsides;

**Vu** la délibération du Collège Communal prise en séance du 04 juillet 2007, par laquelle le Collège Communal désigne l'Atelier d'architecture DDV, rue de Sotriamont 24/1 à Nivelles pour accomplir un avant projet et l'exécution des documents de demande de subsides relatifs à la construction d'une Crèche Communale de 48 places;

**Vu** la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

**Vu** l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

**Vu** l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Revu** la délibération du Collège Communal du 21/05/2007;

Sur proposition du Collège Communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : d'approuver l'appel à projets relatif au financement alternatif de certaines infrastructures de types « bâtiments », en l'occurrence une Crèche Communale, dans le cadre du décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions accordées à certains investissements d'intérêt public.

**Article 2** : d'approuver le dossier de candidatures pour la réalisation d'une Crèche Communale de 48 places ainsi que la sollicitation de la subvention.

**Article 3** : de s'engager à procéder à l'investissement d'un Crèche Communale sous réserve de l'obtention d'une intervention régionale au seuil minimum de 1.318.656,90 €.

**Article 4** : de s'engager à intégrer dans le projet toutes les mesures possibles en matière d'accessibilité, performances énergétiques et développement durable qu'il est possible d'intégrer dans la construction d'une Crèche communale de 48 places tout en respectant les prescriptions des organismes tels que O.N.E ou service incendie.

**Article 5** : de fixer l'année 2008 comme année d'imputation budgétaire.

**Article 6** : de prévoir les crédits budgétaires nécessaires lors de la confection du budget 2008.

**Article 7** : de fixer l'investissement susvisé comme 2<sup>ème</sup> priorité pour l'Administration communale de Jurbise (la première priorité étant la rénovation du Château Communal).

**Article 8** : de transmettre la présente délibération pour disposition à La Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Bâtiments et des Infrastructures Sportives, Direction des Bâtiments, rue Van Opère 95 à 5100 JAMBES ainsi qu'à Messieurs le Président du CPAS, le Secrétaire du CPAS, le Receveur Communal pour disposition.

-----

**9. FINANCES – ACQUISITION DE FOURNITURES DESTINEES A LA REMISE EN ETAT DES CHENILS COMMUNAUX – DELIBERATION DU COLLEGE COMMUNAL DU 18 JUIN 2007 - RATIFICATION**

Monsieur EGELS présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la nécessité de rénover le chenil communal devenant dangereux de par son état avancé de vétusté et les dégradations dues aux intempéries;

**Vu** la nécessité de renouveler les quatre niches du chenil communal devenues vétustes et peu hygiéniques;

**Vu** le devis estimatif réalisé par le service SMEP au montant de 1.750,00 € TVAC;

**Attendu** qu'il y a lieu d'approuver le devis estimatif, ainsi que de fixer le mode de passation du marché;

**Vu** l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

**Vu** l'arrêté royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** l'urgence motivée par l'impossibilité de prévoir le moment où le chenil est libre;

**Revu** la délibération du Collège Communal du 18 juin 2007,

**DECIDE à l'unanimité :**

Article 1er. De ratifier la délibération du Collège Communal du 18 juin 2007.

Article 2 De prévoir les crédits nécessaires lors d'une prochaine modification budgétaire.

Article 3. De donner copie de la présente délibération à Mr Le Receveur Communal pour disposition.

-----

#### **10. FINANCES – ELARGISSEMENT DE L'OCTROI D'UNE PRIME A L'ENERGIE (MODALITES PRATIQUES) - APPROBATION**

Monsieur EGELS présente le dossier. Il demande ensuite d'ajouter dans le projet de délibération les chaudières à biomasse.

Le Conseil Communal, accepte, à l'unanimité.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

**Vu** la circulaire du 29 septembre 2006 relative aux modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004;

**Attendu** que le Conseil Communal peut, en fonction de l'état de « santé financier de la commune » octroyer des aides financières aux ménages;

**Attendu** que de nouvelles techniques arrivent sur le marché et apportent un « plus » à l'environnement;

**Attendu** qu'il y a lieu de fixer la liste des techniques conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon et qui peuvent faire l'objet d'une intervention communale;

**Vu** la liste reprise dans l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Sur** proposition du Collège Communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er :** d'octroyer une prime de 250 euros pour toute installation favorisant la protection de l'environnement reprenant les techniques reprises ci-après :

- Panneaux solaires thermiques

- Panneaux solaires photovoltaïques
- Pompe à chaleur
- Puits canadien
- Chauffage central à bois et pellets
- Chaudière à biomasse

**Article 2** : l'installation devra être placée après le 30 janvier 2007 par un installateur agréé. En aucun cas, l'installation effectuée avant le 30 janvier 2007 et en dehors du territoire de Jurbise fera l'objet d'une subvention communale.

**Article 3** : le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production de la facture de l'installation et d'une attestation d'agrément de l'installateur.

**Article 4** : exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

-----

# **11. PLAN MERCURE 2007-2008 (AXE 4) – DEMANDE DE SUBSIDES POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLACE DE MASNUY-SAINT-PIERRE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la circulaire de la Région Wallonne « Plan MERCURE 2007-2008 – Appel à projet en matière de sécurité, d'entretien de voiries, d'éclairage public et d'amélioration du cadre de vie – circulaire TS2007/05 »;

**Vu** la volonté de l'Administration Communale de Jurbise d'introduire un dossier de candidature dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008 auprès de la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Infrastructures Routières Subsidées, Direction du Contrôle et des Etudes, rue Van Opré 91 à 5100 JAMBES, concernant l'aménagement et la sécurisation de la place de Masnuy-St-Pierre en espace de convivialité;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Sur** proposition du Collège Communal,

## **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er** : d'approuver l'adhésion à l'appel à projet concernant l'aménagement et la sécurisation de la place de Masnuy-Saint-Pierre dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008, en fixant 2008 comme année d'imputation.

**Article 2** : d'approuver le dossier de candidature pour l'aménagement et la sécurisation de la place de Masnuy-Saint-Pierre dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008.

**Article 3** : d'approuver la sollicitation de la subvention pour l'aménagement et la sécurisation de la place de Masnuy-Saint-Pierre dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008.

**Article 4** : d'approuver le principe selon lequel l'Administration Communale de Jurbise sera l'auteur de projet de l'aménagement et la sécurisation de la place de Masnuy-Saint-Pierre dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008.

**Article 5** : de prévoir les crédits nécessaires lors de la confection du budget 2008.

**Article 6** : de transmettre la présente délibération à la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Infrastructures Routières Subsidiées, Direction du Contrôle et des Etudes, rue Van Opré 91 à 5100 JAMBES.

**Article 7** : de transmettre la présente délibération au Receveur Communal pour disposition.

-----

## **12. PLAN MERCURE 2007-2008 (AXE 4) – DEMANDE DE SUBSIDES POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLACE D'HERCHIES – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la circulaire de la Région Wallonne « Plan MERCURE 2007-2008 – Appel à projet en matière de sécurité, d'entretien de voiries, d'éclairage public et d'amélioration du cadre de vie – circulaire TS2007/05 »;

**Vu** la volonté de l'Administration Communale de Jurbise d'introduire un dossier de candidature dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008 auprès de la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Infrastructures Routières Subsidiées, Direction du Contrôle et des Etudes, rue Van Opré 91 à 5100 JAMBES, concernant l'aménagement et la sécurisation de la place d'Herchies en espace de convivialité;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Sur** proposition du Collège Communal,

### **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er** : d'approuver l'adhésion à l'appel à projet concernant l'aménagement et la sécurisation de la place d'Herchies dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008, en fixant 2008 comme année d'imputation.

**Article 2** : d'approuver le dossier de candidature pour l'aménagement et la sécurisation de la place d'Herchies dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008.

**Article 3** : d'approuver la sollicitation de la subvention pour l'aménagement et la sécurisation de la place d'Herchies dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008.

**Article 4** : d'approuver le principe selon lequel l'Administration Communale de Jurbise sera l'auteur de projet de l'aménagement et de la sécurisation de la place d'Herchies dans le cadre du plan MERCURE 2007-2008.

**Article 5** : de prévoir les crédits nécessaires lors de la confection du budget 2008.

**Article 6** : de transmettre la présente délibération à la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Infrastructures Routières Subsidiées, Direction du Contrôle et des Etudes, rue Van Opré 91 à 5100 JAMBES.

**Article 7** : de transmettre la présente délibération au Receveur Communal pour disposition.

-----

### **13. PLAN D'ITINERAIRES COMMUNAUX VERTS – PICVERTS – APPEL A PROJETS, DOSSIER DE CANDIDATURE, SOLLICITATION DE LA SUBVENTION - APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

Madame SENECAUT demande s'il serait possible, dans le cadre de la finalisation éventuelle de ce dossier, de revoir la dénomination de certains circuits.

La Bourgmestre répond favorablement à cette demande.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** l'appel à projets de Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures et de la Fonction Publique, Monsieur COURARD, relatif au Plan d'Itinéraires Communaux Verts, PICVerts 2007-2008;

**Vu** le courrier du 16 juillet 2007, relatif à la prolongation du délai d'introduction de la délibération du Conseil Communal pour la sollicitation d'une subvention dans le cadre du projet PICVerts;

**Vu** la volonté de la Commune de JURBISE d'introduire un dossier de candidature auprès de la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Infrastructures Routières Subsidiées, Direction du Contrôle et des Etudes, rue Van Opré 91 à 5100 JAMBES visant à créer un réseau local cohérent de voies communales pour usagers non motorisés;

**Vu** la volonté de la Commune de JURBISE d'en assurer la promotion de son usage, sa protection, tant au niveau naturel que patrimonial;



**Vu** la volonté de la Commune de JURBISE de sauvegarder et d'améliorer son réseau existant, de le réhabiliter pour répondre aux besoins nouveaux des usagers et de le pérenniser;

**Considérant** la délibération du Collège Communal du 10 juillet 2007;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** D'approuver le principe de réponse à l'appel à projets relatif au Plan d'Itinéraires Communaux (PICVerts).

**Article 2.** D'approuver le dossier de candidature ainsi que la sollicitation de la subvention par la Commune de Jurbise dans le cadre du projet PICverts.

**Article 3.** De fixer l'année 2008 comme année d'imputation budgétaire.

**Article 4.** De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition ainsi qu'à la Direction Générale des Pouvoirs Locaux, Division des Infrastructures Routières Subsidiées, Direction du Contrôle et des Etudes, rue Van Opère 91 à 5100 JAMBES (en deux exemplaires).

-----

**14. URBANISME – LOTISSEMENT, RUE DES CHAMPS A JURBISE**  
**(SECTION D'ERBISOEUL) – VENDRE TROIS LOTS COMME TERRAIN A**  
**BATIR - APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

Monsieur MULLER demande pourquoi les trois dossiers n'ont pas été soumis à l'ancienne C.C.A.T.

Madame GALANT répond que depuis le scrutin électoral, de nombreuses modifications sont intervenues au sein de la C.C.A.T. et dès lors, cela semblait difficile de réunir le quorum nécessaire à son bon fonctionnement. Elle s'étonne de cette remarque tardive car depuis décembre 2006 de nombreux lotissements sont déjà passés devant le Conseil Communal.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la demande introduite le 04 mai 2007 relative à un projet de lotissement sur le terrain sis rue des Champs à 7050 Jurbise (Erbisoeul), cadastré Section A n° 139 f, vendre trois lots comme terrain à bâtir;

Vu l'avis du service voyer provincial du 18/07/2007 relatif aux alignements à front des chemins vicinaux n°10 (rue des Champs) et n° 9 (Chemin de la Ferme) à respecter, au recul du front de bâtisse et mentionnant les charges d'équipement à respecter (indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication);

**Vu** l'enquête publique réalisée du 08/06/2007 au 22/06/2007 dont procès-verbal constatant qu'aucune observation n'a été introduite à l'encontre du projet de lotissement;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 30/07/2007;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet en respectant les propositions de l'Inspection générale du service voyer de la Province de Hainaut.

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au Fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

**15. URBANISME – LOTISSEMENT, RUE PETITE A JURBISE (SECTION D'HERCHIES) – VENDRE QUATRE LOTS COMME TERRAIN A BATIR – QUATRE LOTS EN ZONE AGRICOLE AVEC CHAQUE TERRAIN A BATIR CORRESPONDANT – GARDER LE LOT N°5 COMME TERRE DE CULTURE EN ZONE AGRICOLE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 15 juin 2007 relative à un projet de lotissement sur le terrain sis rue Petite à 7050 Jurbise (Herchies), cadastré Section C n° 314 et 316a, vendre quatre lots comme terrain à bâtir;

**Vu** l'avis du service voyer provincial du 18/07/2007 relatif aux alignements à front du chemin vicinal n°28 à respecter, au recul du front de bâtisse et mentionnant les charges d'équipement à respecter (indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication);

**Vu** l'enquête publique réalisée du 29/06/2007 au 13/07/2007 dont procès-verbal constatant qu'une lettre d'observation a été introduite à l'encontre du projet de lotissement;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 30/07/2007;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet en respectant les propositions de l'Inspection générale du service voyer de la Province de Hainaut.

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au Fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

**16. URBANISME – LOTISSEMENT, CHEMIN DU PRINCE, RUE D'HASNON A JURBISE (SECTION DE MASNUY-SAINT-JEAN) –VENDRE DEUX LOTS COMME TERRAIN A BATIR - APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 15 juin 2007 relative à un projet de lotissement sur le terrain sis chemin du Prince, rue d'Hasnon à 7050 Jurbise (Masnuy-St-Jean), cadastré Section E n° 201 s2 pie, vendre deux lots comme terrain à bâtir;

**Vu** l'avis du service voyer provincial du 20/07/2007 relatif aux alignements à front du chemin vicinal n°27 et de la voirie innommée (rue d'Hasnon) à respecter, au recul du front de bâtisse et mentionnant les charges d'équipement à respecter (indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication);

**Vu** l'enquête publique réalisée du 29/06/2007 au 13/07/2007 dont procès-verbal constatant qu'aucune observation n'a été introduite à l'encontre du projet de lotissement;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 30/07/2007;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet en respectant les propositions de l'Inspection générale du service voyer de la Province de Hainaut.

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au Fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

**17. I.H.F. (INTERCOMMUNALE HENNUYERE DE FINANCEMENT) –  
DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION –  
RATIFICATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** que la Commune de Jurbise est affiliée à l'Intercommunale de Hennuyère de Financement;

**Vu** les statuts de cette Intercommunales;

**Vu** l'article L 1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** le décret relatif aux Intercommunales Wallonnes, promulgué par le Gouvernement Wallon en date du 05 décembre 1996 et publié au Moniteur Belge du 07 février 1997;

**Considérant** que lors de l'assemblée générale de l'I.H.F. du 26 juin 2007, Mademoiselle Jacqueline GALANT, Bourgmestre, a été désignée en qualité d'administrateur;

**PREND ACTE et RATIFIE par 18 voix pour et 3 abstentions :**

la nomination de Mademoiselle Jacqueline GALANT, Bourgmestre, en qualité d'administrateur au sein de l'I.H.F.

-----

**18. I.G.E.H.O. – I.D.E.T.A. – FINANCEMENT DE NO-TELE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IGEHO;

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDETA Secteur Participations;

**Considérant** que l'intercommunale IDETA Secteur Participations détient 0,85 % des parts de l'intercommunale IGEHO et qu'à ce titre, IDETA se verra attribuer la quote-part publique du produit de cession du réseau de câblodistribution dès lors que cette cession serait approuvée par l'assemblée générale d'IGEHO du 11 octobre 2007;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'IGEHO adoptée en sa séance du 21 juin 2007 et annexée à la présente;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'IGEHO adoptée en sa séance du 28 juin 2007 et annexée à la présente;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal la proposition suivante :

**DECIDE à l'unanimité :**

**Art.1<sup>er</sup> :** De charger IDETA Participations d'assurer, avec les produits financiers générés par le déplacement du produit de cession des réseaux, ou tout autre ressource équivalente, l'écart éventuel entre le montant du subside actuel (8,94 € par abonné) et le montant du subside qui serait attribué par le GIE ALE-BRUTELE au-delà du 31 décembre 2010.

**Art.2 :** Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale IGEHO (boulevard Mayence n°1 à 6000 CHARLEROI).
- à l'Intercommunale IDETA.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**19. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DE LA GARE  
A JURBISE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la loi communale;

**Considérant** le projet de règlement complémentaire du Service public fédéral Mobilité et Transports du 31 juillet 2007;

**Sur** proposition du Collège communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans la rue de la Gare :

- Du côté pair, le long des n° 4, 6 et 8, le stationnement est régi selon la zone bleue pour une durée maximale de 30 minutes, sur une distance de 20 mètres.

**Article 2** : Cette mesure sera matérialisée par le placement **d'un signal E9a avec pictogramme du disque, panneau additionnel reprenant la mention » 30 min. » et flèche montantes « 20 m ».**

**Article 3** : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

-----

## **20. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – IMPASSE DU VIADUC A JURBISE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la loi communale;

**Considérant** le projet de règlement complémentaire du Service public fédéral Mobilité et Transports du 31 juillet 2007;

**Sur** proposition du Collège communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans l'Impasse du Viaduc :

- Le stationnement est organisé en conformité avec le plan, ci-joint.

**Article 2** : Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux E9b (avec flèches montantes et descendantes), E9c (avec flèches montantes et descendantes) et l'implantation de bordures blanches.**

**Article 3** : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

-----

## **21. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DES ANGLAIS A JURBISE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la loi communale;

**Considérant** le projet de règlement complémentaire du Service public fédéral Mobilité et Transports du 31 juillet 2007;

**Sur** proposition du Collège communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans la rue des Anglais :

- Un passage pour piétons est établi à sa jonction avec l'Impasse du Viaduc.

**Article 2** : Cette mesure sera matérialisée par **les marques au sol appropriées**.

**Article 3** : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

-----

## **22. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DU MOUSTIER A JURBISE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la loi communale;

**Considérant** le projet de règlement complémentaire du Service public fédéral Mobilité et Transports du 31 juillet 2007;

**Sur** proposition du Collège communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans la rue du Moustier :

- A son approche de la route d'Ath, la chaussée est divisée en deux bandes de circulation, sur une distance de 15 mètres ;
- A son débouché sur la rue des Anglais, la circulation est canalisée par un îlot central de type « goutte d'eau » et une zone d'évitement latérale, le long du n° 58 de la rue des Anglais (voir plan);

**Article 2** : Ces mesures seront matérialisées par **les marques au sol appropriées**.

**Article 3** : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

-----

## **23. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – CLOS DU MOUSTIER A JURBISE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;



**Vu** la loi communale;

**Considérant** le projet de règlement complémentaire du Service public fédéral Mobilité et Transports du 31 juillet 2007;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le Clos du Moustier :

- Le stationnement est réservé aux voitures, voitures mixtes et minibus.

**Article 2** : Cette mesure sera matérialisée par **le signal E9b**.

**Article 3** : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

-----

#### **24. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DE GHILIN ET RUE DE LA GARE – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la loi communale;

**Considérant** le rapport de la Police Locale 5326 « Sylle et Dendre » du 08 mai 2007;

**Considérant** le projet de règlement complémentaire du Service public fédéral Mobilité et Transports du 29 juin 2007;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans la rue de Ghlin :

- Le stationnement est interdit :
  - du côté pair, entre la route d'Ath et le n° 14 ;
  - du côté impair :
    - entre le n° 5 et la route d'Ath (N56) ;
    - entre la voie des Curés et la rue de la Gare ;
- du côté impair, le stationnement est organisé en totalité sur le large accotement en saillie existant le long des n° 5 et 7. Dans ces emplacements, le stationnement est régi selon la zone bleue ;
- dans les rétrécissements existants à hauteur des n° 5 et 15, des priorités de passage sont établies, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers la route d'Ath (RN56) ;

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux E1 avec flèches montantes et double, E9a avec pictogramme du disque et flèche montante « 10 m », B19, B21 et les marques au sol appropriées.

**Article 2** : Dans la rue de la Gare :

- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis le n° 17 à et vers la rue de Ghlin ;
- le stationnement est délimité au sol et régi selon la zone bleue :
  - du côté pair, entre les n° 28 à 24 ;
  - du côté impair, entre la rue de Ghlin et le n° 25 et de l'opposé du n° 22 au n° 17 ;
- entre le n° 17 et la rue des Martyrs, le stationnement est réservé aux véhicules d'une masse maximale autorisée inférieure ou égale à 3,5 tonnes ;

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2, F19 avec panneau additionnel M4, E9a avec pictogramme du disque avec flèches montantes et descendantes, à validité zonale, d'entrée et de sortie, reprenant le signal E9a et la mention additionnelle « 3,5 t MAX ».

**Article 3** : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

-----

**25. RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (C.C.A.T.) – ADAPTATION DE CELLE-CI AU DECRET DU 15 FEVRIER 2007 (C.C.A.T.M.) – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine approuvé par Décret du Gouvernement Wallon du 27 novembre 1997 et tel que modifié par celui du 06 mai 1999 et plus précisément les dispositions de l'article 7;

**Vu** la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des Commissions Consultatives d'Aménagement du Territoire;

**Vu** les décrets des 18 juillet 2002, 1<sup>er</sup> avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1<sup>er</sup> juin 2006 modifiant les règles relatives aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire;

**Vu** le Décret du 15 février 2007 modifiant l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du Livre Ier et les articles 1<sup>er</sup>, 7 et 12 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des C.C.A.T.M., remplaçant la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001;

**Vu** la décision du Conseil communal de renouveler la C.C.A.T., de l'adapter au Décret du 15 février 2007 et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7 § 3 du C.W.A.T.U.P. du 24 avril 2007;

**Attendu** l'appel public, lancé du 07 mai 2007 au 22 juin 2007;

**Vu** la liste chronologique du dépôt des candidatures, comprenant 18 candidatures recevables;

<b>NOM</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>AGE</b>	<b>PROFESSION</b>
DECAMPS Philippe	Chemin des Charbonniers n°48 – 7050 JURBISE	39 ans	Employé
MICHEZ Gabriel	Rue des Masnuy n°22 7050 JURBISE	66 ans	Pensionné
MENTION Michael	Rue de la Centenaire n°124 – 7050 ERBAUT	29 ans	Electronicien chez Duferco Clabecq
DELMOTTE Aleidis	Rue de Ghlin n°13 7050 JURBISE	57 ans	Enseignante - retraîtée
DUPONT Pierre	Voie Nisole n°4 7050 JURBISE	62 ans	Ingénieur- technicien – prépensionné
DESSILLY Daniel	Rue Bruyère Dincq n°21 7050 Masnuy-Saint-Jean	57 ans	Ingénieur civil FPMS Directeur du service Etudes et Réalisations de l'Intercommunale I.D.E.A.

ROISIN Alain	Rue des Prés à Vivier n°1 7050 Masnuy-St-Pierre	38 ans	Indépendant
MOULIN Pascale	Rue du Moustier n°24 7050 JURBISE	42 ans	Institutrice
CANON Danielle	Rue Carache n°21 7050 ERBISOEUL	62 ans	/
PICRIT Thierry	Rue du Bouillon n°55 7050 Masnuy-Saint- Pierre	40 ans	Agriculteur
MAINIL Sébastien	Chemin du Prince n°238 7050 ERBISOEUL	27 ans	Ingénieur civil architecte
BRUYELLE Jean-Michel	Rue Basse n°32 7050 ERBISOEUL	47 ans	Accompagnateur de train au dépôt de Mons
BALTUS Bernard	Chemin du Prince n°99 7050 ERBISOEUL	34 ans	Indépendant dans la construction
QUINTART Stéphanie	Rue de Bauffe n°2 7050 HERCHIES	24 ans	Ingénieur industriel en électromécanique option bâtiment
JANSSENS Christine	Chemin du Prince n°413 7050 Masnuy-Saint-Jean	45 ans	Employée commerciale
SERVAIS Jean- Marie	Route d'Ath n°42 7050 Masnuy-Saint-Jean	53 ans	Avocat
ROBETTE Yves	Rue Piet en Veau n°1 7050 Masnuy-St-Pierre	48 ans	Cultivateur
le Grelle Damien	Rue Haute n°34 7050 ERBISOEUL	57ans	Employé - consultant

**Attendu** que selon la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 traitant de la mise en œuvre des Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, la commission de Jurbise doit être composée outre son président, de 12 membres dont le quart communal soit 3 membres répartis selon une représentation proportionnelle à l'importance de la majorité et de l'opposition au sein du Conseil communal (2 majorités et 1 opposition) et choisis respectivement par les Conseillers Communaux de l'une ou l'autre tendance;

**Attendu** que la susdite circulaire ministérielle prévoit la possibilité d'adjoindre à chaque membre un ou plusieurs suppléants, ceux-ci devant représenter si possible le même centre d'intérêt que le titulaire à remplacer;

**Attendu** que les candidatures sont en surnombre par rapport au nombre de sièges à pourvoir et qu'il y a lieu de prendre attitude à ce sujet;

**Attendu** que le choix des membres doit être fait en tenant compte des critères prescrits par les dispositions décrétales, à savoir, la représentation de la pyramide des âges, la problématique de la mobilité, une répartition géographique équilibrée et d'une représentativité tant des intérêts économiques, sociaux, culturels, touristiques et environnementaux;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : De retenir les principes suivants pour la composition de la Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité :

A. **La Présidence** : est choisie parmi les personnes qui ont posé leur candidature et non membres du Collège communal.

B. **Représentants du quart communal** :

- Pour la majorité (groupe LB)  
2 membres effectifs +2 membres suppléants.
- Pour l'opposition (groupe PS et CDH)  
1 membre effectif + 1 membre suppléant.

C. **De reprendre 9 membres effectifs** parmi les personnes qui ont posé leur candidature.

D. **De reprendre comme membres suppléants** le solde des personnes qui ont posé leur candidature.

Article 2 : D'adresser la présente délibération au Ministre de la Région Wallonne – Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

-----

## **26. TRAVAUX – CONTRAT D'AGGLOMERATION N°53044/02 – 53044 – AVENANT N°2 – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 30.01.2007, arrêtant le programme triennal partiel 2007 des travaux pour lequel des subventions de la Région Wallonne sont sollicitées;

**Vu** l'Arrêté Ministériel approuvant en date du 12.07.2007 le programme triennal des travaux 2007-2009;

**Attendu** que les travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul à Herchies sont inscrits en priorité n° 2 de l'année 2007 au programme triennal 2007-2009;

**Vu** le projet dressé par Le Service Voyer de la Province de Hainaut et portant sur un montant total estimatif de 404.750,13 € H.T.V.A, dont 237.209,80 € H.T.V.A. pour la part S.P.G.E.;

**Attendu** qu'il s'agit d'un dossier conjoint et que la Commune souhaite assurer le rôle de pouvoir adjudicateur;

**Attendu** qu'en sa séance du 27.10.2003, le Conseil Communal a décidé de souscrire au contrat d'agglomération n° 53044/02 – 53044 passé avec la S.P.G.E., la région Wallonne et l'organisme épurateur I.D.E.A. de Mons afin d'adhérer au mode de financement de l'égouttage prioritaire;

**Attendu** que ces travaux comportent des travaux d'égouttage qui doivent faire l'objet d'un avenant au contrat d'agglomération précité;

**Vu** le code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, en particulier son article L 1222-3;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : D'inscrire les travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul à Herchies dans l'avenant n° 2 du contrat d'agglomération n° 53044/02 – 53044.

**Article 2** : D'approuver l'avenant n° 2 du contrat d'agglomération n° 53044/02 - 53044 relatif à l'amélioration de l'égouttage et à la pose d'égouttage dans le sous-bassin hydrographique de La Dendre avec l'organisme d'épuration I.D.E.A. et la S.P.G.E.

**Article 3** : De s'engager à prendre des parts bénéficiaires au sein de l'I.D.E.A au prorata de sa quote-part.

**Article 4** : De concéder à la S.P.G.E. un droit réel sur l'assiette de réalisation des égouts.

**Article 5** : De céder à l'organisme d'épuration agréé IDEA les études éventuellement réalisées sur les projets susmentionnés.

**Article 6** : De procéder à la cession des marchés relatifs aux travaux mentionnés au point 2 et de solliciter à l'entrepreneur les notes de crédits relatives aux factures payées avant la cession du marché.

-----

**27. TRAVAUX – CONTRAT D'AGGLOMERATION N°53044/04 – 53044 –**  
**AVENANT N°3 – APPROBATION**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 30.01.2007, arrêtant le programme triennal partiel 2007 des travaux pour lequel des subventions de la Région Wallonne sont sollicitées;

**Vu** l'Arrêté Ministériel approuvant en date du 12.07.2007 le programme triennal des travaux 2007-2009;

**Attendu** que les travaux d'égouttage de la rue Claus à Jurbise sont inscrits en priorité n° 1 de l'année 2007 au programme triennal 2007-2009;

**Vu** le projet dressé par l'I.D.E.A et portant sur un montant total estimatif de 318.852,26 € H.T.V.A., dont 182.559,39 € H.T.V. Apour la part S.P.G.E.;

**Attendu** qu'il s'agit d'un dossier conjoint et que la Commune souhaite assurer le rôle de pouvoir adjudicateur;

**Attendu** qu'en sa séance du 27.10.2003, le Conseil Communal a décidé de souscrire au contrat d'agglomération n° 53044/04 – 53044 passé avec la S.P.G.E., la région Wallonne et l'organisme épurateur I.D.E.A. de Mons afin d'adhérer au mode de financement de l'égouttage prioritaire;

**Attendu** que ces travaux comportent des travaux d'égouttage qui doivent faire l'objet d'un avenant au contrat d'agglomération précité;

**Vu** le code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, en particulier son article L 1222-3;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er** : D'inscrire les travaux d'égouttage de la rue Claus à Jurbise dans l'avenant n° 3 du contrat d'agglomération n° 53044/04 – 53044.

**Article 2** : D'approuver l'avenant n° 3 du contrat d'agglomération n° 53044/04 - 53044 relatif à l'amélioration de l'égouttage et à la pose d'égouttage dans le sous-bassin hydrographique de La Haine avec l'organisme d'épuration I.D.E.A. et la S.P.G.E.

**Article 3** : De s'engager à prendre des parts bénéficiaires au sein de l'I.D.E.A au prorata de sa quote-part.

**Article 4** : De concéder à la S.P.G.E. un droit réel sur l'assiette de réalisation des égouts.

**Article 5** : De céder à l'organisme d'épuration agréé IDEA les études éventuellement réalisées sur les projets susmentionnés.

**Article 6** : De procéder à la cession des marchés relatifs aux travaux mentionnés au point 2 et de solliciter à l'entrepreneur les notes de crédits relatives aux factures payées avant la cession du marché.

-----

**27. BIS FOURNITURE DE PETIT MATERIEL POUR LE SERVICE DE LA VOIRIE  
ET DES PARCS PUBLICS – PROCEDURE D'URGENCE –  
RATIFICATION DE LA DELIBERATION DU COLLEGE DU 05 JUIN 2007**

La Présidente présente le dossier.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'impérieuse nécessité de faire l'acquisition de petit matériel, pour le service des travaux afin de l'équiper au mieux, à savoir : un groupe électrogène, une découpeuse à disque avec chariot et réserve d'eau, une visseuse, une disqueuse, un souffleur et une tronçonneuse;

**Vu** la délibération du Collège Communal, en séance du 23 avril 2007, approuvant le cahier spécial des charges et fixant le mode de passation du marché;

**Vu** l'inscription d'un montant de 16.000 € à l'article 421/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2007;

**Attendu** que les firmes suivantes ont été consultées :

- André Lété à Lens
- Loca J&D à Nimy
- Denis à Saint Ghislain
- Stok américain à Ath

**Vu** la procédure négociée clôturée le 25 mai 2007;

**Revu** la délibération du Collège Communal du 05 juin 2007 par laquelle le Collège désigne les firmes suivantes pour la livraison du matériel :

- Tout Fix à Nimy pour la fourniture d'une visseuse et d'une disqueuse au montant de 707,25 TVAC
- Ets André Lété pour la fourniture d'un souffleur et d'une tronçonneuse au montant de 1.775,68 TVAC
- Local J&D à Nimy pour la fourniture d'un groupe électrogène et d'une découpeuse à disque avec chariot et réserve d'eau au montant de 4.467,32 TVAC

**Vu** le caractère extraordinaire de la dépense;

**Vu** la Loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

**Vu** l'Arrêté Royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

**Vu** l'Arrêté Royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et particulièrement l'article L1222-3;



**Vu** l'urgence,

**DECIDE à l'unanimité :**

**ARTICLE 1er.**

De ratifier la décision du Collège Communal du 05 juin 2007 relative à la fourniture du petit matériel pour le service de la voirie et des parcs publics sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**ARTICLE 2.**

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

**27. TER EGOUTTAGE DES RUES DU CANARD, CHAT SAUVAGE, DE LA  
MINIERE ET DE L'IMPASSE DES GARENNES. APPROBATION DU  
CAHIER SPECIAL DES CHARGES, PLANS, METRES, DEVIS  
ESTIMATIF ET AVIS DE MARCHE, FIXATION DU MODE DE  
PASSATION DE MARCHE ET DES CRITERES DE SELECTION  
QUALITATIVE**

La Présidente présente le dossier.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'Impasse des Garennes à Herchies;

**Attendu** que ces travaux nécessitent également l'aménagement d'une canalisation afin de raccorder le réseau d'égouttage à la rue d'Erbisoeul entre la rue du Canard et la rue du Grand Jour;

**Vu** l'inscription du projet au plan triennal des travaux 2007-2008-2009 et arrêté par le Conseil Communal en date du 22.05.2007;

**Vu** le contrat d'agglomération n°53044/04-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l'I.D.E.A.;

**Vu** le projet dressé par Le Service Voyer de la Province de Hainaut et portant sur un montant estimatif de 980.074,99 EUR T.V.A.C., dont 581.346,73 EUR T.V.A.C. subsidiabiles par la Région Wallonne et 52.452,00 EUR T.V.A.C. financés par la S.P.G.E.;

**Vu** la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

**Vu** l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

**Vu** l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

**Attendu** qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché, de fixer le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Sur** proposition du Collège Communal,

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** – D'approuver le cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché relatifs aux travaux d'égouttage des rues du Canard, de la Minière, du Chat Sauvage et de l'Impasse des Garennes au montant de 980.074,99 EUR T.V.A.C., dont 581.346,73 EUR T.V.A.C. subsidiables par la Région Wallonne et 52.452,00 EUR T.V.A.C. financés par la S.P.G.E.

**Article 2.** – De fixer le mode de passation de marché par adjudication publique.

**Article 3.** – De fixer les critères de sélection qualitative comme suit;

Agréation : catégorie C, Classe 4 sur base de l'estimation.

Enregistrement : Le soumissionnaire doit être enregistré dans la catégorie 05 ou 009.

Documents à fournir :

- Certificat d'agréation en catégorie C, classe 4 ou les documents établissant la preuve que les conditions fixées par la loi du 20.03.1991.
- Certificat d'enregistrement dans la catégorie 05 ou 009.
- Attestation d' O.N.S.S. conforme aux dispositions de l'article 90§3 ou §4 de l' A.R. du 08.01.1996. relatif aux marchés publics.

**Article 4.** – De prévoir les crédits pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2007.

**Article 5.** – De soumettre le présent dossier à l'approbation du pouvoir subsidiant.

**Article 6.** – De transmettre un extrait de la présente délibération à l' I.D.E.A., au Service Voyer de la Province de Hainaut et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

**28. MOT DE LA PRESIDENTE A L'OCCASION DU DEPART A LA RETRAITE  
DE DEUX MEMBRES DE NOTRE PERSONNEL**

Madame GALANT prononce quelques mots à l'occasion du départ à la retraite de deux membres du Personnel Communal :

« Mesdames,  
Messieurs,  
Cher Jean-Claude,  
Cher Michel,

C'est avec joie mais aussi avec un petit pincement au cœur que je prends la parole aujourd'hui. La mise à la retraite est en effet toujours un moment délicat.

D'une part, il s'agit de la mise au repos plus que méritée d'une personne qui s'est longuement dévouée ; d'autre part, il s'agit généralement d'une perte pour celui qui l'employait mais aussi pour ceux qui avaient le plaisir de travailler avec lui.

Je voudrais commencer par saluer le parcours de Jean-Claude Decamps.

Jean-Claude, vous avez rejoint l'équipe des ouvriers communaux le 1<sup>er</sup> août 1987 après avoir presté sept années en tant que maçon chez Sobeltra.

Pendant votre carrière à la commune, vous avez effectué des travaux divers de voiries, d'égouttages, de raccordements.

Mais les dernières années, l'âge de la retraite approchant, on vous a confié des tâches moins ardues et sans doute plus délicates.

Discret, vous êtes un homme sympathique et vous avez passé de bons moments avec vos collègues qui appréciaient votre dévouement et votre savoir-faire.

Vous avez été nommé juste avant la prise de votre retraite puisque c'est le 1<sup>er</sup> février dernier que vous avez reçu votre nomination.

J'imagine que vous avez une foule de projets pour occuper votre retraite. Avec vos deux enfants et vos deux petits-enfants, je sais que vous allez être très demandé. Et je sais aussi que vous allez pouvoir vous adonner tant et plus au vélo et à la pêche, deux de vos activités sportives préférées.

Je vous souhaite en tout cas de profiter pleinement de votre retraite et du temps qui est ainsi mis à votre disposition après une carrière bien remplie.  
Michel Leloup !

Michel Leloup a été au service de la commune pendant 35 ans.

Michel vous êtes entré avant la fusion le 28 août 1972 à la commune de Masnuy.

En 1979, vous avez été promu ouvrier qualifié et c'est dix ans plus tard que vous avez été nommé.

Vous avez connu différents Bourgmestres et collègue mais vous avez toujours travaillé avec le même dévouement.

Pendant toutes ces années de service, vous avez effectué des tâches diverses.

Mais c'est essentiellement en tant que jardinier que vous avez été occupé, fauchant et élaguant les branches par tous les temps.

Et si vous avez de temps à autre véhiculé les enfants lors des ramassages scolaires, vous avez toujours préféré travailler en solitaire.

Les travaux d'équipe, très peu pour vous. Vous préféreriez vous fatiguer à la tâche plutôt que d'avoir de l'aide.

Mais vous avez toujours été parfaitement intégré dans l'équipe des ouvriers qui vous apprécient énormément.

Personnellement, j'ai toujours pu apprécier la disponibilité de Michel Leloup. Au début de mon mandat, les inondations sur Masnuy. Michel dormait avec la météo. Par temps de pluie, il était à la rue Fouquet !!! Nos parcs et cimetières étaient toujours impeccables. Votre remplaçant devra se montrer digne !

J'imagine que la retraite bien méritée va vous permettre de vous adonner à vos loisirs. Dont la colombophilie occupe une part importante de votre temps.

Au nom du conseil communal et de tous ceux qui sont ici présents, je vous souhaite une bonne et paisible retraite et vous remercie pour tout ce que vous avez apporté de dévouement et de compétence à notre commune.

Je vous invite après le conseil à lever votre verre à l'amitié qui nous unit et à ces deux hommes qui, j'en suis certaine, vous laisseront un excellent souvenir !

Je vous remercie ».

-----

## **29. QUESTION(S) ORALE(S)**

Monsieur HALLOT s'interroge sur l'avancée de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation face à l'école communale d'Erbisoeul.

Monsieur HORNY, Echevin des Travaux, signale que son service vient de recevoir le matériel nécessaire à la mise en place de cette nouvelle réglementation et que les travaux permettant l'accès au parking arrière seront terminés pour début novembre 2007. La mise en œuvre du nouveau règlement de circulation pourra être finalisée à cette date.

Madame MORCRETTE sollicite l'intervention du Collège Communal auprès du MET afin de créer un passage pour piétons face à la nouvelle librairie située à la route d'Ath à Erbiseul.

La Présidente accueille favorablement cette demande.

Madame MORCRETTE s'interroge sur le résultat de la rentrée scolaire.

Monsieur CAULIER, Echevin de l'Instruction, fait le point sur celle-ci et donne quelques chiffres :

**Ecole communale d'Herchies**

Maternel : 106 élèves

Primaire : 186 élèves

**Ecole communale d'Erbisoeul**

Maternel : 89 élèves

Primaire : 206 élèves

**Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean**

Maternel : 162 élèves

Primaire : 274 élèves.

-----  
**HUIS CLOS...**  
-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,